

Procès-verbal du Conseil Municipal

Séance du LUNDI 12 SEPTEMBRE 2022 à 18h30 En mairie de Mondragon

Sous la Présidence de Christian PEYRON, Monsieur Le Maire, en mairie.

Etaient présents : Benoît SANCHEZ, Marie-Andrée ALTIER, Patrice MARSEILLES, Josette BERNARD, Jean LEBEGUE, Guy MARCHAND, Bruna ROMANINI, Virginie VICENTE, Jean-François TRAMIER, Thierry SABATIER, Céline ROS, Patrice CHARLES, Nadine GILLET, Nicolas AIME, Aurélie GARCIA, David CORNILLON, Béatrice RIGGIO, Any MARCHAND, Didier BLANC, Suzy LLORET et Denis MAUCCI.

Procuration : Francette BALBI à Christian PEYRON

Absents excusés : Morgane CASTELAS, Manuel LOPEZ, Yannick TRUC et Céline ASTIER.

1/DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Rapporteur : M. PEYRON.

Patrice CHARLES se porte candidat. Il est élu à l'unanimité.

22 votes pour.

2/APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2022

Rapporteur : M. PEYRON.

Le Procès-verbal du Conseil Municipal du 27 juin 2022 est approuvé à l'unanimité.

22 votes pour.

Arrivée d'Aurélie GARCIA à 18h34.

3/MISE EN PLACE DE LA NOMENCLATURE M57 POUR LA COMPTABILITE DE LA COMMUNE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

Rapporteur : Christian PEYRON

Les membres de l'Assemblée ont approuvé à l'unanimité les articles suivants :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57, pour le Budget principal de la commune de Mondragon, à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 2 : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3 : s'engager à mettre à jour la délibération n° 3/2019 du 21 janvier 2019 sur les durées d'amortissements et l'incorporation des nouveaux articles issus de la nomenclature M57, le calcul de l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis et l'aménagement de la règle du prorata temporis dans la logique d'une approche par enjeux, pour les subventions d'équipement versées et les biens de faible valeur, c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1 000,00 € TTC, ces biens de faible valeur étant amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Article 4 : autoriser le Maire à procéder, à compter du 1^{er} janvier 2023, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 5 : autoriser le Maire ou son représentant délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

22 votes pour.
1 abstention.

4/CREATION D'UN POSTE NON PERMANENT POUR LE REMPLACEMENT DE PERSONNEL ABSENT

Rapporteur : Christian PEYRON

Il a été voté à l'unanimité la création d'un emploi non permanent compte tenu du nombre de remplacement à pourvoir pour l'année 2022-2023 dans le service animation lié à des demandes d'emploi à temps partiel. Ce contrat est conclu pour une durée hebdomadaire de service de 15/35^{ème} pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2022. L'emploi sera classé dans la catégorie hiérarchique C à savoir, agent d'animation.

23 votes pour.

5/CREATION D'UN POSTE NON PERMANENT POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

Rapporteur : Christian PEYRON

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe d'animation durant les temps périscolaires en raison d'un accroissement des demandes des familles mondragonnaises. Ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité compte tenu du respect des taux d'encadrement.

Ainsi, au regard des besoins évoqués, il a été décidé à l'unanimité de créer, à compter du 1^{er} septembre 2022, un emploi non permanent sur le grade d'adjoint d'animation dont la durée hebdomadaire de service est de 24.5/35^{ème} et d'autoriser la collectivité à recruter un agent contractuel pour une durée de 12 mois sur une période de 18 mois suite à un accroissement temporaire d'activité du service éducation et animation.

M.LEBEGUE demande confirmation qu'il s'agit d'un besoin lié à la garderie. Monsieur le Maire confirme.

23 votes pour.

6/CREATION D'UN POSTE AU GRADE DE TECHNICIEN

Rapporteur : Christian PEYRON

Dans le cadre de la promotion interne, un agent a été nommé sur la liste d'aptitude au grade de technicien établie par le Centre de Gestion de Vaucluse en date du 14 juin 2022.

Le grade à créer est en adéquation avec les fonctions assurées par l'agent concerné, il a été décidé à l'unanimité de créer le poste de technicien à temps complet à compter du 1^{er} novembre 2022.

23 votes pour.

**7/AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE GESTION DES TRANSPORTS SCOLAIRES
AVEC LA COMMUNAUTE DE COMMUNES RHONE LEZ PROVENCE**

Rapporteur : Benoît SANCHEZ

Les membres de l'Assemblée ont décidé à l'unanimité :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention de gestion de services pour l'exercice de l'accompagnement du transport scolaire des élèves sur le territoire communal
- D'autoriser le Maire à signer cet avenant à la convention avec la Communauté de Communes Rhône Lez Provence ainsi que toutes les pièces subséquentes

23 votes pour.

**8/AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA
CONSTRUCTION DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT ET LA
GARDERIE PERISCOLAIRE**

Rapporteur : Christian PEYRON

Le budget prévisionnel de la construction de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement et la garderie périscolaire est à présent estimé à 1 365 436€ HT en lieu et place des 1 194 000€ HT prévus initialement, soit une augmentation de 171 436€ HT.

L'assemblée a voté à l'unanimité l'avenant n°1 portant sur l'article 6 de la convention signée avec la Communauté de Communes Rhône Lez Provence modifié comme suit :

« Le budget prévisionnel de la construction de la structure est estimé à 1 365 436€ HT. Les locaux occupés par le service de garderie périscolaire représentent 33.50% de la surface totale de la structure. La participation prévisionnelle de la Communauté de Communes Rhône Lez Provence est donc portée à 457 421€06 HT. Ce montant financier prévisionnel sera actualisé au vu des justificatifs fournis pour le paiement. »

23 votes pour.

**9/ OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DE LA COMMUNE A MONSIEUR
LE MAIRE DIFFAMATION PUBLIQUE - ABROGE ET REMPLACE**

Rapporteur : Benoît SANCHEZ

Monsieur le Maire a quitté la salle et n'a pas pris part au vote.

L'assemblée a décidé à l'unanimité d'octroyer à Monsieur PEYRON, en sa qualité de Maire de Mondragon, la protection fonctionnelle de la commune, dans le cadre d'une plainte avec constitution de partie civile qu'il souhaite déposer à l'encontre de l'auteur de la publication pour diffamation publique.

Il a été également voté à l'unanimité que la commune se joigne à cette plainte, l'accusation portant sur le fait que le Maire utilise, à des fins personnelles, les deniers communaux.

La délibération n°61/2022 du Conseil Municipal en date du 16 mai 2022 sera abrogée.

20 votes pour.

1 abstention.

10/CONVENTION D'USAGE D'UNE PARCELLE COMMUNALE

Rapporteur : Christian PEYRON

Le 23 mars 2004, Monsieur PEREIRA a bénéficié d'une convention d'occupation gracieuse concernant la bande de terrain surplombant le canal de Pierrelatte, au droit de sa propriété.

Monsieur PEREIRA a vendu sa propriété à Monsieur DALL'AVA Christian et Madame GORICAN-DALL'AVA Renate mais la convention était personnelle et non transmissible.

Monsieur DALL'AVA Christian et Madame GORICAN-DALL'AVA Renate sollicitent la mise à disposition de la parcelle B 364 et proposent d'en assurer l'entretien.

L'assemblée valide à l'unanimité la convention d'usage pour une durée de cinq années telle qu'annexée.

23 votes pour.

11/CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX ENTRE LA COMMUNE ET LES ASSOCIATIONS LOCALES

Rapporteur : Josette BERNARD

Les conventions de mise à disposition des salles municipales pour permettre aux associations locales de pratiquer leurs activités durant l'année scolaire 2022-2023 sont validées à l'unanimité.

Monsieur le Maire indique que les mises à disposition concernent uniquement les bâtiments puisque le stade n'est pas indiqué pour le Sporting Club.

23 votes pour.

12/CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN BUREAU A L'ASSOCIATION « LE PIED A L'ETRIER » - ABROGE LA DELIBERATION N°8/2022 DU 24/01/2022

Rapporteur : Christian PEYRON

Par délibération n°8/2022 du 24 janvier 2022, la commune mettait à disposition des locaux à l'association « Coup de Pouce », association Loi 1901 conventionnée par la DIRECCTE 84 et agréée pour intervenir auprès des particuliers sous le n° SAP 379890536 et dont l'objectif est d'accompagner les personnes en situation de chômage de longue durée, les bénéficiaires du RSA et les jeunes sans qualification du monde du travail.

La nouvelle association conventionnée par la DIRECCTE 84 est à présent l'association « Le pied à l'étrier ».

La convention de mise à disposition d'un bureau à l'association « Le Pied à l'Etrier » est approuvée à l'unanimité et la délibération n°8/2022 du 24 janvier 2022 est abrogée.

23 votes pour.

13/ABROGATION DU REGLEMENT INTERIEUR D'UTILISATION DE LA SALLE DES FETES PAR DES PARTICULIERS MONDRAGONNAIS A COMPTER DU 1ER OCTOBRE 2022

Rapporteur : Josette BERNARD

Les demandes d'occupation de la salle des fêtes par les services municipaux, les associations et les entreprises sont de plus en plus nombreuses.

Il est proposé de ne plus louer la salle des fêtes aux particuliers pour les mariages et anniversaires de mariage à compter du 1er octobre 2022.

La délibération n°174/2020 du 30 novembre 2020 est abrogée à l'unanimité.

Des échanges ont lieu sur la pertinence ou non de poursuivre ce service.

18 votes pour.

5 abstentions.

14/TARIFS DE LA LOCATION DE LA SALLE DES FETES APPLICABLES A COMPTER DU 1ER OCTOBRE 2022

Rapporteur : Josette BERNARD

Compte tenu de la décision de ne plus louer la salle des fêtes à compter du 1er octobre 2022 aux particuliers mondragonnais pour les mariages et les anniversaires de mariage, la tarification associée doit être supprimée.

La délibération N°143/2021 du Conseil Municipal du 22 novembre 2021 est abrogée et les autres tarifs restent inchangés.

23 votes pour.

15/PROPOSITION DE MISE EN PLACE D'UNE CHARTE DES MARIAGES

Rapporteur : Christian PEYRON

La charte des mariages, telle qu'annexée, s'adresse aux futurs époux, leurs familles et leurs invités est adoptée à l'unanimité.

Elle vient préciser les règles liées à l'accès à l'Hôtel de Ville, le stationnement, le déroulement de la cérémonie et le cortège.

23 votes pour.

16/VALIDATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AUX STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL DE TELEVISION DE LA DROME

Rapporteur : Christian PEYRON

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité les modifications statutaires du SDTV visant à les mettre en conformité avec la loi ainsi qu'aux évolutions de son périmètre géographique et autorisé Monsieur le Maire à prendre les mesures liées à l'exécution de la présente délibération.

23 votes pour.

17/INCORPORATION DANS LE DOMAINE COMMUNAL D'UN BIEN VACANT ET SANS MAITRE – PARCELLE B N°107

Rapporteur : Christian PEYRON

L'assemblée a décidé à l'unanimité l'incorporation dans le domaine communal du bien immobilier ci-après désigné :

Section et n°	Lieudit	Nature	Superficie
B n°107	Le Maupas	Bois	3 930 m ²

22 votes pour.

1 abstention.

18/ACQUISITION IMMOBILIERE DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION ZO N°660 ET DES DROITS ET DES PORTIONS INDIVISES DU CHEMIN D'ACCES

Rapporteur : Christian PEYRON

Il est décidé à l'unanimité d'acquérir la parcelle ZO 660 d'une superficie de 96 m² et le tiers des droits et portions indivises du chemin permettant l'accès aux biens vendus depuis la route nationale 7 moyennant la somme de l'euro symbolique.

23 votes pour.

19/REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT PROVENANT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES A LA CCRLP

Rapporteur : Christian PEYRON

Il est approuvé à l'unanimité par l'Assemblée de reverser à la Communauté de Communes Rhône Lez Provence 100 % du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'activités économiques (ZAE) et 70% du produit de la taxe d'aménagement perçue sur les zones d'aménagement concerté (ZAC) selon les modalités fixées dans la convention de reversement telle qu'annexée.

M. SANCHEZ précise que le développement économique est une compétence de la CCRLP et qu'à ce titre les recettes serviront les entreprises du territoire Rhône Lez Provence.

23 votes pour.

AUCUNE QUESTION DIVERSE.

La séance est levée à 19h50.



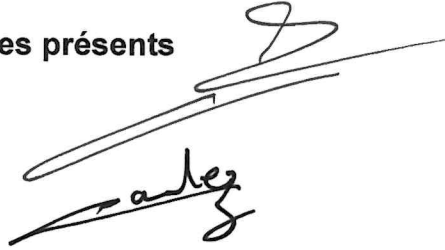
**Le Maire,
Christian PEYRON.**

Fait à MONDRAGON, le 21 septembre 2022

**Le Secrétaire de séance,
Patrice CHARLES.**

Signature des membres présents

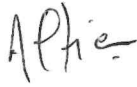
1- PEYRON Christian



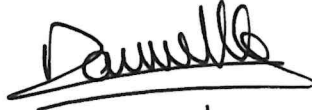
2- SANCHEZ Benoît




3- ALTIER Marie-Andrée



4- MARSEILLES Patrice



5 BERNARD Josette



6- LEBEGUE Jean



7- BALBI Francette



8- MARCHAND Guy



9- MARCHAND Any



10- MAUCCI Denis



11- SABATIER Thierry



12- LLORET Suzy



13- RIGGIO Béatrice



14- ROMANINI Bruna



15- LOPEZ Manuel

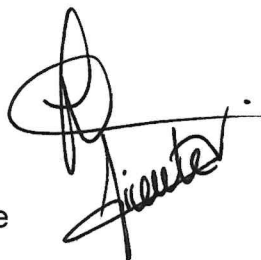
16- BLANC Didier



17- TRAMIER Jean-François



18- ROS Céline

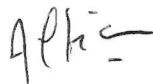


19- VICENTE Virginie

20- CHARLES Patrice



21- GILLET Nadine



22- CORNILLON David



23- TRUC Yannick



24- AIME Nicolas



25- ASTIER Céline



26- GARCIA Aurélie



27- CASTELAS Morgane